

Position du MRC à la réunion des gauches et des écologistes Juin 2011

Il est prévu 9 milliards d'habitants sur terre vers 2050 et l'aspiration de l'ensemble des habitants à souhaiter vivre comme ceux des pays développés entraînera un besoin en énergie supplémentaire que l'on peut chiffrer au double de la consommation actuelle. Les ressources énergétiques fossiles conventionnelles, principalement le pétrole et le gaz, sont en cours d'épuisement ou le seront au cours du 21^{ème} siècle et verront leur coût augmenter dans des proportions importantes. Par ailleurs, l'humanité va devoir faire face au changement climatique : en limiter l'impact humain nécessite un plan d'action développé sans démagogie et sans catastrophisme. C'est, en ayant en tête les données de ce contexte mondial, que la France doit préparer sa politique énergétique. Plus particulièrement la gauche soucieuse du développement humain doit s'orienter vers des systèmes de productions d'énergies décarbonées, sécurisés et cela sans exclusive, en prenant toutefois en compte l'ensemble des facteurs économiques. La France devrait développer un pôle énergétique public, ou au minimum très majoritairement contrôlé par le public, si notre pays souhaite, comme il se doit, avoir la maîtrise de son destin.

Je souhaite tout d'abord, pour éclairer mon propos comparer la politique énergétique de l'Allemagne et celle de la France.

Chaque Allemand et chaque Français consomment une quantité d'énergie primaire assez comparable. Les chiffres donnés par l'Agence Internationale de l'Energie sont les suivants : 4,08 Tep par an pour un Allemand et 4,17 pour un Français, moins de 2% d'écart. Alors que certains nous montrent en exemple la politique allemande en matière d'économie d'énergie, cette comparaison indique soit que les marges d'économies d'énergie sont faibles, soit que les Français font presque aussi bien que les Allemands dans ce domaine.

La consommation annuelle d'énergie électrique est semblable : 6,87 MWh pour chaque Allemand et 7,17 pour chaque Français, soit à peine 4 % de plus. La part des énergies renouvelables dans la production électrique est également assez comparable 14% en France contre 17 % en Allemagne. La différence la plus grande est dans les rejets de CO₂ dans l'atmosphère : 9,79 tonnes pour chaque Allemand et 5,74 tonnes pour chaque Français, soit 66 % de rejet en plus que nos compatriotes. C'est bien évidemment la façon dont est produit l'électricité qui fait la différence. La France est nucléaire et l'Allemagne est charbonnière.

La droite allemande vient de confirmer le choix de l'alliance Verts-SPD de sortir du nucléaire. Les 8 réacteurs les plus anciens seront arrêtés et les 9 autres le seront avant 2022, ce qui représente un retour à la loi votée en 2001 par l'ancienne coalition. Comment L'Allemagne va-t-elle remplacer les 60 TWh qui étaient produits par les 8 réacteurs qui sont arrêtés ? Ces réacteurs fonctionnaient en base, c'est à dire en continu, l'électricité d'origine éolienne et photovoltaïque, productions intermittentes et imprévisibles, n'est pas adapté à ce type de fonctionnement, ce sont donc les centrales au charbon, principalement la lignite, donc les plus polluantes, qui assureront la majeure partie de la demande de base. Comment les Allemands pourront-ils dans ces conditions assumer leur engagement de Kyoto ?

Plus inquiétant encore que la fermeture de ces 8 centrales est la décision de fermer les 9 autres centrales existantes d'ici à 2022. Je n'ose imaginer l'état d'esprit dans lequel les exploitants de ces centrales vont travailler. La plupart de leurs employés chercheront un travail dans un secteur plus prometteur et il sera sans doute extrêmement difficile de conduire dans les meilleures conditions de sécurité cette opération. La perte de compétence dans le domaine nucléaire rendra également difficile la gestion des déchets ainsi que le démantèlement des centrales existantes. Il y a fort à parier que le prix du kWh déjà nettement plus cher en Allemagne augmentera plus vite encore qu'en France.

Revenons aux choix que doit faire la France en matière d'énergie.

Les ressources primaires mondiales sont de trois types :

1. Fossile : gaz, pétrole et charbon. C'est d'ailleurs cette dernière ressource dont l'augmentation de la demande est la plus forte dans le monde environ 5 % d'augmentation par an. Ce sont ces ressources qui ont permis le développement industriel et la richesse de nos pays. Nous devons aujourd'hui, en France, réduire notre dépendance vis à vis du gaz et du pétrole. Ces ressources sont principalement utilisées pour les déplacements et pour le chauffage. Le développement de la voiture électrique pour les petits trajets, c'est à dire la majorité des déplacements et le chauffage des logements par pompe à chaleur doivent contribuer à diminuer cette dépendance et à limiter nos rejets de gaz à effet de serre. Pour cela il est indispensable de réorienter la consommation d'énergie vers l'électricité à la condition toutefois que celle-ci soit produite comme en France sans rejet de CO₂.

2. Renouvelable : le développement des renouvelables est sans aucun doute souhaitable. Existe t-il encore en France des possibilités de développement hydraulique, si oui il faut le faire. L'éolien pose de plus en plus de problèmes et les riverains s'opposent aux installations de ces immenses machines. Le photovoltaïque se développe actuellement rapidement grâce au tarif de rachat imposé à EDF, tarif qui en France est très supérieur à celui de l'Allemagne. Cette filière n'est pas totalement mature et les progrès de la recherche doivent permettre d'améliorer le rendement et surtout le coût de fabrication des cellules. Au lieu d'installer des capteurs qui seront obsolètes dans quelques années il serait beaucoup plus utile de développer une recherche et développement afin de faire émerger une industrie de pointe dans ce domaine sur le modèle de ce qui a été fait dans le nucléaire. Enfin rechercher les conditions de développement de l'autoconsommation de l'électricité produite, ceci afin de comparer des coûts de consommation et non des coûts de production comme c'est actuellement le cas avec les tarifs de rachat.

3. Nucléaire : J'ai déjà indiqué que si nous souhaitons diminuer les émissions de gaz à effet de serre, nous devons réorienter la consommation énergétique vers l'électricité. C'est une des raisons pour laquelle nous considérons le développement du nucléaire indispensable dans notre pays. Toutefois il s'agit de développer une filière comme elle l'est déjà chez nous, extrêmement sécurisée. L'EPR est le réacteur le plus sûr. Il est équipé de reconditionneur d'hydrogène pour éviter les explosions en cas de dégagement de ce gaz, de filtres à sable pour limiter les rejets radioactifs en cas d'accident majeur. Enfin il conviendra de prendre en compte les enseignements de l'accident de Fukushima afin d'améliorer encore la sécurité de ces centrales. Il convient également de prévoir la suite de cette filière en travaillant sur la 4^{ème} génération qui produira 10 fois moins de déchets que l'actuelle et nous donnera des réserves énergétiques pour plus de 5000 ans et pourra également brûler une partie des déchets de la génération précédente.

Il faut également développer l'efficacité énergétique ainsi que les économies d'énergie. A ce sujet je me permet de vous rappeler que l'ancêtre

de l'ADEME qui s'appelait l'AFME (Agence Française de Maîtrise de l'Énergie) a été créé par Jean-Pierre Chevènement alors ministre de la recherche.

- L'isolation des maisons : cela coûtera très cher au pays, mais il est un axe indispensable aux économies d'énergie.
- Favoriser le développement du chauffage individuel au bois dans les régions qui possèdent cette ressource.
- Utiliser la chaleur renouvelable : biomasse, incinération des déchets...
- Développer les pompes à chaleur qui sont un parfait compromis entre le nucléaire et le solaire. Une pompe à chaleur qui fonctionne avec un COP (Coefficient de Performance) de 4 fournit en plus pour chaque unité d'électricité consommée, 3 unités dont l'origine est solaire.
- Imposer aux fournisseurs d'électricité une tarification heures creuses effaçable en période de pointe.
- Développer la filière de la voiture électrique ou hybride rechargeable.
- Développer la recherche du captage et stockage du CO₂ produit par les centrales à gaz, pétrole et charbon.
- Développer les recherches dans le domaine des biocarburants de deuxième et troisième génération.
- ...

En définitive, le développement des renouvelables, les économies d'énergie et la poursuite et le développement du nucléaire sont les piliers d'une politique de développement de notre pays.

En conclusion, au moins trois choix énergétiques sont possibles, ayant des conséquences différentes :

- Le premier est de continuer à consommer les énergies fossiles, c'est un choix **de développement non durable**.
- Le deuxième consiste à n'utiliser que des énergies renouvelables, c'est un choix de « **non développement** », **mais durable**.
- Le troisième est de ne rien négliger ni les énergies renouvelables, ni la gestion raisonnable de l'énergie afin d'en réduire la consommation, ni l'indispensable développement de l'énergie nucléaire.

Des choix cohérent en matière d'énergie doivent être fait afin que la France ne devienne pas un pays en voie de sous développement.